

Questions) said that the Chairman of the Staff Benefit Committee had cited the previous day a contingency in which a staff member might be killed in an accident within six months of his marriage. If he understood correctly, the Chairman of the Staff Benefit Committee had suggested that the Advisory Committee's recommendation would exclude the widow from any benefit, thereby causing hardship. Such was not the case. Under the recommendation of his Committee, which on that point was identical with that of the Staff Benefit Committee, the widow of a staff member killed in active service was entitled to 50 per cent of the disability pension. The table on page 46 of the Advisory Committee's second report of 1948 clearly showed the position.

At the same time, the representative of Belgium had offered a useful suggestion, which the Advisory Committee would be prepared to accept. That was, to qualify the recommendation in such a way that in cases where disability resulted from an accident, the date of marriage would not be taken into account. In other words, upon the decease of a staff member who had qualified for disability pension as a result of an accident, the widow would be entitled to 50 per cent of the participant's pension, whether or not the marriage had taken place within six months of the accident which caused disability.

*The proposal concerning widows' pensions, presented by the Chairman of the Advisory Committee, was adopted.*

The meeting rose at 1 p. m.

## HUNDRED AND NINTH MEETING

*Held at the Palais de Chaillot, Paris,  
on Tuesday, 28 September 1948, at 3 p. m.*

*Chairman: Mr. L. Dana Wilgress (Canada).*

### 13. Continuation of the consideration of the report of the Staff Benefit Committee submitting draft regulations for a permanent pension scheme (A/584 and A/598)

Mr. McDUGAL (Food and Agriculture Organization) stated that the FAO would like to join the Pension Scheme. The Financial Control Committee of the FAO had, however, called attention to the fact that the present scheme, which set the age of retirement at 60, would involve too great an expenditure for the FAO. A joint pension scheme for the United Nations

rappelle que le Président du Comité de la Caisse des pensions a envisagé la veille l'éventualité dans laquelle un membre du personnel serait tué dans un accident, moins de six mois après son mariage. S'il a bien compris, le Président du Comité de la Caisse des pensions considère que, si la recommandation du Comité consultatif était adoptée, la veuve n'aurait, dans ce cas, droit à aucune pension, et risquerait de se trouver dans le dénuement. Il n'en est rien. Selon la recommandation du Comité consultatif, identique sur ce point à celle du Comité de la Caisse des pensions, la veuve d'un membre du personnel, tué en service, a droit à 50 pour 100 de la pension d'invalidité. Cela ressort nettement du tableau qui figure à la page 50 du second rapport du Comité consultatif pour l'année 1948.

D'autre part, le représentant de la Belgique a présenté une proposition intéressante que le Comité consultatif serait disposé à accepter; il a proposé de rédiger la recommandation de telle manière qu'en cas d'invalidité à la suite d'un accident la date du mariage n'entre pas en ligne de compte. En d'autres termes, en cas de décès, par suite d'accident d'un membre du personnel ayant droit à la pension d'invalidité, sa veuve aurait droit à 50 pour 100 de la pension prévue, que l'accident qui a causé le décès ait eu lieu ou non dans les six mois qui ont suivi le mariage.

*La proposition relative à la pension des veuves présentée par le Président du Comité consultatif est adoptée.*

La séance est levée à 13 heures.

## CENT-NEUVIÈME SÉANCE

*Tenue au Palais de Chaillot, Paris,  
le mardi 28 septembre 1948, à 15 heures.*

*Président: M. L. Dana Wilgress (Canada).*

### 13. Suite de l'examen du rapport du Comité de la Caisse des pensions du personnel présentant un projet de règlement pour un régime permanent des pensions (A/584 et A/598)

M. McDUGAL (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) déclare que l'OAA souhaiterait s'affilier à la Caisse des pensions. Le Comité de contrôle financier de l'OAA a cependant fait observer que le projet actuel, d'après lequel l'âge de la retraite serait fixé à 60 ans, entraînerait pour l'OAA une dépense trop élevée. Un régime de pensions, commun à l'Organisation des

and the specialized agencies obviously presented numerous advantages. Mr. McDougal felt that it might be advisable to consider a pension scheme which set 65 as the age of retirement; such a scheme would also reduce the costs incurred by the United Nations itself.

Mr. LEBEAU (Chairman of the Staff Benefit Committee) had two comments to make with respect to the suggestion of the FAO representative.

Emphasis had always been laid on the need to ensure the greatest possible co-ordination between the United Nations and the specialized agencies. Moreover, it was of course desirable that the Joint Staff Pension Fund should have as many members as possible. However, according to explanations given by the auditors, all risks would be fully covered if the Fund had from 700 to 800 members and the Fund's stability would be in no way increased by additional membership.

Mr. Lebeau added that the FAO representative appeared to have in mind a pension scheme permitting certain members to retire at the age of 65 and consequently involving a lesser expenditure. It was impossible to operate a pension fund based on two different schemes, one with a retiring age of 60, the other with a retiring age of 65. On the other hand, the Secretary of the United Nations Joint Staff Pension Fund could administer, on behalf of the FAO, a special fund under rules established by the latter. Such joint administration of two different pension schemes would have the advantage of reducing staff and accounting costs.

Mr. HOON (Australia) thought that Mr. McDougal's suggestion deserved further consideration. The remark of the Chairman of the Staff Benefit Committee that the Pension Fund would not gain in stability if its membership rose over 800, was of some interest, but Mr. Hood pointed out that the specialized agencies, too, were entitled to a certain amount of stability in that respect.

It would obviously be simpler to put into effect a uniform scheme for the United Nations and the different specialized agencies, rather than to operate two schemes, one with a retiring age of 60 and the other with a retiring age of 65.

The Australian representative stated that in his country the Government permitted civil servants to retire at either 60 or 65 years of age. The pension was the same in both

Nations Unies et aux institutions spécialisées, présenterait évidemment de nombreux avantages. C'est pourquoi il estime qu'il serait souhaitable d'envisager un régime de pensions fixant à 65 ans l'âge de la retraite : les frais encourus par l'Organisation elle-même en seraient réduits.

M. LEBEAU (Président du Comité de la Caisse des pensions du personnel) formule deux observations au sujet de la suggestion faite par le représentant de l'OAA.

On a toujours souligné la nécessité d'assurer la plus grande coordination possible entre les institutions spécialisées et l'Organisation des Nations Unies. En outre, il serait évidemment souhaitable que la Caisse commune des pensions comprenne le plus grand nombre possible de membres. Mais, d'après les précisions données par les actuaires, si la Caisse des pensions comprend 700 à 800 membres, la répartition des risques sera dès lors assurée, et le fait que de nouveaux membres s'affilient à la Caisse n'ajouterait rien à la stabilité de celle-ci.

M. Lebeau ajoute que le représentant de l'OAA semble envisager un régime de pensions permettant à certains membres de prendre leur retraite à 65 ans, ce qui entraînerait une dépense moins élevée. Il est impossible de mettre en vigueur un plan de pensions basé sur deux régimes différents : l'un correspondant à l'âge de retraite fixé à 60 ans, l'autre à l'âge de retraite fixé à 65 ans. Par contre, il serait possible que le secrétaire de la Caisse commune des pensions des Nations Unies gère, pour le compte de l'OAA, une caisse spéciale soumise à des règles établies par l'OAA. Ce système, groupant au point de vue administratif deux régimes différents de pensions, présenterait l'avantage de réduire les dépenses de personnel et de comptabilité.

M. HOON (Australie) déclare que la suggestion présentée par M. McDougal mériterait un examen plus poussé. L'observation du Président de la Caisse des pensions du personnel, d'après laquelle la Caisse ne jouirait pas d'une stabilité plus grande si le nombre de ses membres était supérieur à 800, présente un certain intérêt, mais M. Hood considère que les institutions spécialisées devraient, elles aussi, pouvoir compter en ce domaine sur une certaine stabilité.

Il ajoute qu'il serait évidemment plus simple de mettre en vigueur un plan uniforme pour l'Organisation et les différentes institutions spécialisées, plutôt que d'appliquer deux régimes, l'un basé sur un âge de retraite fixé à 60 ans, l'autre basé sur un âge de retraite fixé à 65 ans.

Le représentant de l'Australie fait remarquer que l'administration de son pays laisse à ses fonctionnaires la possibilité de prendre leur retraite, soit à 60 ans, soit à 65 ans. Dans les

cases. The only difference was that if a civil servant decided to retire at the age of 65, his annual contribution was slightly smaller.

Mr. Hood observed that, from the administrative point of view, there were advantages in having different pension schemes operated by the same body. Moreover, if the same scheme were adopted by the United Nations and the specialized agencies, staff could be transferred from one of those bodies to another, a possibility which the Committee had always advocated.

Mr. MACHADO (Brazil) thought that the Committee should take into account both the statements made in the course of the meeting and the comments of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions in favour of a joint scheme. Moreover, it was important that the rates proposed in the second report of that Committee (A/598, page 46) should not be changed. Lastly, he felt that no step should be taken which would rule out the possibility of future negotiations with the specialized agencies. The United Nations and the specialized agencies should, in fact, pursue a common policy, since the funds at their disposal were of common origin, being furnished by the different Governments.

Mr. LEBEAU (Chairman of the Staff Benefit Committee) reminded the Committee that the Assembly had asked the Staff Benefit Committee to submit a pension scheme for final adoption. The Committee, in drafting that scheme, had taken into account the wishes of certain specialized agencies. Mr. Lebeau thought it would be regrettable if the Assembly were once again to postpone the final adoption of the Pension Scheme.

Mr. MACHADO (Brazil) stressed the need to continue negotiations with the specialized agencies with a view to the adoption of a joint pension scheme.

Mr. AGNIDIS (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) supported Mr. Lebeau's remarks. It was important to avoid postponement of the discussion of the subject. The FAO representative could, however, approach the Secretary-General with a view to studying the means whereby the scheme could be applied to his organization.

The CHAIRMAN called on the Committee to approve the Pension Scheme (A/584) with the amendments made at the previous meeting.

deux cas le régime des pensions est identique. La seule différence réside dans le fait que, si le fonctionnaire intéressé décide de prendre sa retraite à 65 ans, sa contribution annuelle est légèrement plus faible.

M. Hood déclare que la gestion de différentes caisses de pensions par un même organisme présenterait des avantages au point de vue administratif. D'autre part, si le régime adopté est commun à l'Organisation et aux institutions spécialisées, il faciliterait le transfert de personnel entre ces différentes administrations, objectif que la Commission a toujours préconisé.

M. MACHADO (Brésil) estime qu'il faut tenir compte des observations présentées au cours de la séance, ainsi que des remarques formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires en faveur d'un régime commun. D'autre part, il importe de ne pas modifier les taux proposés dans le second rapport du Comité consultatif (A/598, p. 50). Enfin, il considère qu'il ne faut pas interdire pour l'avenir toute possibilité de négociation avec les institutions spécialisées. En effet, l'Organisation et les institutions spécialisées doivent avoir une politique commune, car les sources de financement à leur disposition sont, elles aussi, communes : ce sont les fonds que fournissent les différents Gouvernements.

M. LEBEAU (Président du Comité de la Caisse des pensions du personnel) rappelle que l'Assemblée avait demandé au Comité de la Caisse des pensions du personnel de présenter un régime de pensions qui devait ultérieurement faire l'objet d'une adoption définitive. Le Comité a établi ce régime en tenant compte des desiderata de certaines institutions spécialisées. M. Lebeau estime qu'il serait regrettable que l'Assemblée ajournât à nouveau l'adoption définitive du régime des pensions.

M. MACHADO (Brésil) insiste sur la nécessité de poursuivre des négociations avec les institutions spécialisées en vue de l'adoption d'un régime commun de pensions.

M. AGNIDIS (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) approuve la déclaration de M. Lebeau. Il importe de ne pas remettre à plus tard la discussion sur ce sujet. Toutefois, le représentant de l'OAA pourrait entrer en pourparlers avec le Secrétaire général afin d'examiner les modalités permettant l'application du régime à l'organisation qu'il représente.

Le PRÉSIDENT demande à la Commission d'approuver le plan de pensions (A/584) avec les modifications qui lui ont été apportées lors de la précédente séance.

*The Committee approved the general principles outlined in the report of the Staff Benefit Committee submitting regulations for a permanent pension scheme.*

*La Commission approuve les principes généraux énoncés dans le rapport du Comité de la Caisse des pensions du personnel présentant un projet de règlement pour un régime permanent de pensions.*

#### **14. Consideration of the financial report and accounts for the financial period ended 31 December 1947 and report of the Board of Auditors (A/557 and A/598)**

#### **14. Examen des rapports et comptes financiers pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1947 et du rapport du Comité des commissaires aux comptes (A/557 et A/598)**

The CHAIRMAN drew the attention of the Committee to document A/557 and document A/598, paragraphs 243 to 255 inclusive. He recalled that the report of the Board of Auditors had been prepared in accordance with regulation 34 of the financial regulations.

Le PRÉSIDENT propose à la Commission d'examiner les documents A/557 et A/598, paragraphes 243 à 255 inclus. Il rappelle que le rapport du Comité des Commissaires aux comptes a été établi conformément à l'article 34 du règlement financier.

Mr. ROSCHIN (Union of Soviet Socialist Republics) pointed out that salaries of consultants employed by the Headquarters Planning Office in 1947 amounted to \$362,002. He wished to know whether that sum would come out of the funds allocated for the construction of a permanent headquarters or out of the annual budget of the United Nations.

M. ROSCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait remarquer que les frais de consultations payés par le service des plans de construction du siège au cours de l'exercice 1947 s'élèvent à 362.002 dollars. Il voudrait savoir si cette somme sera prélevée sur le budget affecté à la construction du siège permanent ou sur le budget annuel de l'Organisation.

Mr. PRICE (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services) stated that the sum had been borrowed from the Working Capital Fund on the authorization of the General Assembly. It would be refunded from the credit of \$65 million granted for headquarters construction. It had therefore not come out of the annual budget.

M. PRICE (Secrétaire général adjoint chargé des services administratifs et financiers) déclare que cette somme a été empruntée au Fonds de roulement, à la suite d'une autorisation de l'Assemblée générale. Elle sera remboursée par prélèvements sur le crédit de 65 millions de dollars affecté à la construction du siège. Elle n'a donc pas été prélevée sur le budget annuel.

Mr. JACKLIN (Union of South Africa) noted that according to paragraph 3 of the report of the Board of Auditors, a memorandum on various accounting operations had been submitted, simultaneously with the report in question, to the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions. Paragraph 245 of the Advisory Committee's second report failed to mention the memorandum, although it contained various observations on the work of the Board of Auditors. The representative of South Africa wanted to know the contents of the memorandum.

M. JACKLIN (Union Sud-Africaine) constate que, d'après le paragraphe 3 du rapport du Comité des commissaires aux comptes, un memorandum relatif à diverses opérations comptables a été soumis en même temps que ce rapport au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Le paragraphe 245 du deuxième rapport du Comité consultatif ne fait pas état de ce memorandum, bien qu'il présente certains commentaires sur les travaux du Comité des commissaires aux comptes. Le représentant de l'Union Sud-Africaine voudrait bien savoir le contenu de ce memorandum.

Mr. AGNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) explained that the Board of Auditors had submitted two documents: a report and a memorandum. The first, which had been made public, dealt with all the important questions; the second contained highly detailed but intricate explanations, of little interest to the members of the Fifth Committee. The Board of Auditors were not obliged to make

M. AGNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) explique que le Comité des commissaires aux comptes a présenté deux documents: un rapport et un memorandum; le premier, qui a été publié, traite de toutes les questions importantes; le deuxième renferme des explications très détaillées, mais complexes, présentant peu d'intérêt pour les membres de la Cinquième Commission. Les commissaires aux comptes n'étaient pas

this memorandum public. They should be congratulated on an extremely competent piece of work, which was of great value to the Advisory Committee.

Mr. RAFIK ASHA (Syria) drew attention to paragraph 7 of the report of the Board of Auditors, which stated that the reimbursement to staff of national income tax showed an unexpended balance of \$80,325. He asked whether members of the staff had not been reimbursed in 1947.

Mr. PRICE (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services) explained that this sum represented the balance of the budgets for 1946 and 1947. It was explained by the fact that certain contracts had been terminated or had expired, and that it had not yet been possible to reach a final settlement.

Mr. RAFIK ASHA (Syria) asked the Chairman of the Board of Auditors whether the auditing service of the United Nations was well organized and efficient. He would also like to know the opinion of the auditors on the scheme for financial reorganization in 1949.

Mr. SELLAR (Chairman of the Board of Auditors) stated that the financial supervision of the various sources of income of the Organization and of the bulk of its expenditure was quite adequate, with the exception, perhaps, of expenditure on publications. Mr. Sellar was of the opinion that the proposed financial reorganization was desirable, in that it would promote the interests of the Organization. Its purpose, in fact, was to eliminate overlapping and to reduce the size of the staff.

Mr. LEBEAU (Belgium) desired to congratulate the Board of Auditors on the meticulous execution of their duties. He pointed out that at the end of paragraph 13 of the report of the Board of Auditors (A/557), attention was drawn to the fact that the sums of \$51,285 and \$8,285 respectively had been expended on an inspection of the administrative machinery and on professional auditing services, although the Secretariat comprised a Management Engineering Division and a special Audit Division.

Mr. W. O. HALL (United States of America) also thanked the Board of Auditors for their work and the Advisory Committee for their comments. In his opinion, the points which had been criticized by the Advisory Committee, in particular the employment of experts, were due to fact that the Organization was, as yet,

obligés de présenter ce mémorandum; il faut les féliciter pour ce travail très bien fait et qui a été très utile pour le Comité consultatif.

M. RAFIK ASHA (Syrie) attire l'attention sur le paragraphe 7 du rapport du Comité des commissaires aux comptes; on y constate que le remboursement au personnel de l'impôt national sur le revenu révèle un solde non liquidé de 80.325 dollars. Il demande si les membres du personnel n'ont pas été remboursés en 1947.

M. PRICE (Secrétaire général adjoint chargé des services administratifs et financiers) explique que cette somme représente le reliquat des exercices 1946 et 1947; elle provient du fait que certains contrats ont été suspendus ou sont arrivés à expiration et qu'il a été impossible de les régler définitivement à l'heure actuelle.

M. RAFIK ASHA (Syrie) demande au Président du Comité des commissaires aux comptes si les contrôles financiers de l'Organisation des Nations Unies sont bien conçus et efficaces. Il voudrait également avoir l'opinion des commissaires aux comptes en ce qui concerne les projets de réorganisation financière pour 1949.

M. SELLAR (Président du Comité des commissaires aux comptes) déclare qu'il existe un contrôle financier suffisant en ce qui concerne les divers revenus de l'Organisation. Il en est de même pour la plupart des dépenses, sauf peut-être pour celles entraînées par les publications. M. Sellar estime que la réorganisation financière est souhaitable, étant donné qu'elle servira les intérêts de l'Organisation. En effet, elle a pour but la suppression de certains chevauchements et la réduction du personnel.

M. LEBEAU (Belgique) tient à féliciter les commissaires aux comptes des soins qu'ils ont apportés à leur tâche. Il fait remarquer qu'à la fin du paragraphe 13 du rapport du Comité des commissaires aux comptes (A/557), ces derniers attirent l'attention sur le fait que les sommes de 51.285 dollars et de 8.285 dollars ont été dépensées respectivement au titre d'une enquête sur l'organisation administrative et au titre de la vérification comptable par des professionnels, alors qu'il existe au Secrétariat une Division de l'étude des projets d'organisation administrative et budgétaire et une Division de vérification.

M. W. O. HALL (États-Unis d'Amérique) remercie également le Comité des commissaires aux comptes du travail qu'il a accompli ainsi que le Comité consultatif des commentaires qu'il a présentés à ce sujet. Il estime que les défauts qui ont été relevés par le Comité consultatif, notamment l'emploi d'experts, proviennent de

very young. It was sometimes necessary to seek the aid of experts and they had rendered valuable service.

Mr. Hall asked whether the Secretary-General would be able to present any comments on the report of the Board of Auditors, independent of the comments made by the Advisory Committee.

He proposed that the Committee should approve the report of the Board of Auditors, together with the comments submitted by the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions.

The CHAIRMAN announced that the Secretariat would take note of the suggestion made by the representative of the United States. He proposed that the members of the Committee should adopt the following resolution :

« The Fifth Committee recommends that the General Assembly adopt the following resolution :

*« The General Assembly*

*« Accepts the financial report and accounts for the financial period ended 31 December 1947 (A/557) and the Certificate of the Board of Auditors ;*

*« Concurs in the observations of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions with respect to the report of the Board of Auditors (A/598). »*

Mr. BURGER (Netherlands), while not opposed to the adoption of the draft resolution submitted by the Chairman, pointed out that certain suggestions contained in the report of the Board of Auditors were at variance with the views of the Advisory Committee, particularly in regard to the question of the Working Capital Fund. If the resolution were adopted, the representative of the Netherlands would reserve the right to raise those questions at a later date, as he did not agree with all the recommendations.

Mr. AGNIDIS (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) considered that the resolution proposed by the Chairman took due account of the objections raised by the representative of the Netherlands.

Mr. ROSCHIN (Union of Soviet Socialist Republics) stated that he would vote for the resolution submitted by the Chairman, subject, however, to a reservation regarding the Working Capital Fund. The USSR representative was in complete agreement with the Board of Auditors, but he disagreed with the opinion of the Advisory Committee on certain points, such as that of the Working Capital Fund.

Mr. MACHADO (Brazil) pointed out that the Committee had before it two separate and

la grande jeunesse de l'Organisation. Il est parfois nécessaire d'avoir recours aux experts, qui, en l'occurrence, ont rendu un service appréciable.

M. Hall demande s'il serait possible au Secrétaire général de présenter des commentaires au sujet du rapport du Comité des commissaires aux comptes, indépendamment des commentaires fournis par le Comité consultatif.

Il propose d'approuver le rapport du Comité des commissaires aux comptes, avec les commentaires présentés par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Le PRÉSIDENT déclare que le Secrétariat tiendra certainement compte de la suggestion présentée par le représentant des États-Unis. Il propose aux membres de la Commission d'adopter la résolution suivante :

« La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale l'adoption de la résolution suivante :

*L'Assemblée Générale*

*« Accepte le rapport et les comptes financiers pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1947 (A/557), ainsi que l'attestation du Comité des commissaires aux comptes ;*

*« Se joint aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires en ce qui concerne le rapport du Comité des commissaires aux comptes (A/598). »*

M. BURGER (Pays-Bas) n'est pas opposé à l'adoption du projet de résolution présenté par le Président, mais tient à faire remarquer que certaines suggestions du rapport des commissaires aux comptes ne sont pas en accord avec les points de vue du Comité consultatif, notamment en ce qui concerne la question du Fonds de roulement. Si le projet de résolution est adopté, le représentant des Pays-Bas se réserve le droit de soulever ces questions à une date ultérieure, car il n'est pas d'accord avec toutes les recommandations faites.

M. AGNIDIS (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) estime que la formule proposée par le Président tient compte de l'objection du représentant des Pays-Bas.

M. ROSCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'il votera en faveur du projet de résolution présenté par le Président, en faisant toutefois une réserve sur la question du Fonds de roulement. Le représentant de l'URSS est entièrement d'accord avec le Comité des commissaires aux comptes, mais il ne partage pas l'opinion du Comité consultatif sur certaines questions, telle que celle du Fonds de roulement.

M. MACHADO (Brésil) fait remarquer que la Commission a devant elle deux documents légèrement



slightly different documents. He wanted to know whether the Committee was being asked to approve the report of the Board of Auditors with the reservations made by the Advisory Committee, or to approve the recommendations of the Advisory Committee on the points concerning which agreement had not been reached.

The CHAIRMAN explained that the Committee was called upon to approve the financial report and accounts for 1947, taking account of the recommendations of the Advisory Committee, i. e. paragraphs 243 to 255 of document A/598. In reply to the remarks of the representatives of the Netherlands and of the USSR, he pointed out that paragraph 251 contained no recommendations, but merely outlined the position with regard to the Working Capital Fund. The Committee would have to deal with that question later.

Mr. JACKLIN (Union of South Africa) considered that the Committee should adopt the financial report and accounts for the year 1947 accepting the report of the Board of Auditors as a certificate of guarantee.

The CHAIRMAN pointed out that the procedure he had proposed was the same as that followed at the preceding session of the General Assembly.

*The draft resolution submitted by the Chairman was adopted.*

#### **15. International Children's Emergency Fund. Annual audit of the accounts of the Fund: report of the Secretary-General (A/641)**

The CHAIRMAN reminded the meeting that resolution 57 (I) concerning the establishment of a Children's Emergency Fund stated that the Secretary-General should submit a report to the General Assembly on the operation of the Fund. The report of the Secretary-General (A/641) had been approved both by the Executive Board of the Fund and by the Economic and Social Council. The Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions had studied that report and commented on it in its annual report (A/598, paragraph 254).

Mr. SELLAR (Chairman of the Board of Auditors) stated that the accounts of the Paris office had been kept, for the first few months, by an incompetent book-keeper, but that the position was now normal. A sum amounting to \$4,000 had been expended without the usual vouchers,

différents. Il voudrait savoir s'il est question d'approuver le rapport du Comité des commissaires aux comptes avec les réserves faites par le Comité consultatif, ou s'il est question d'approuver les recommandations du Comité consultatif relatives aux points qui n'ont pu faire l'objet d'un accord.

Le PRÉSIDENT précise que la Commission est appelée à approuver les rapports et comptes financiers pour l'exercice 1947, en tenant compte des recommandations du Comité consultatif, c'est-à-dire des paragraphes 243 à 255 du document A/598. En réponse aux observations faites par les représentants des Pays-Bas et de l'URSS, il fait remarquer que le paragraphe 251 ne contient pas de recommandations mais qu'il constitue un simple exposé de la situation du Fonds de roulement. La Commission aura à traiter ultérieurement de cette question.

M. JACKLIN (Union Sud-Africaine) estime que la Commission devrait adopter les rapports et comptes financiers pour l'exercice 1947, en acceptant le rapport du Comité des commissaires aux comptes, comme un certificat de garantie.

Le PRÉSIDENT fait remarquer que la procédure qu'il a proposée est identique à celle qui a été suivie au cours de la précédente session de l'Assemblée générale.

*Le projet de résolution présenté par le Président est adopté.*

#### **15. Fonds international de secours à l'enfance. Vérification annuelle des comptes du Fonds: rapport du Secrétaire général (A/641)**

Le PRÉSIDENT rappelle que la résolution 57 (I) relative à la création d'un Fonds de secours à l'enfance prévoit que le Secrétaire général soumettra à l'Assemblée générale un rapport sur les comptes du Fonds. Le rapport du Secrétaire général (A/641) a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds et par le Conseil économique et social. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a étudié ce rapport et formulé quelques observations dans son rapport annuel (A/598, paragraphe 254).

M. SELLAR (Président du Comité des commissaires aux comptes) précise que les comptes du bureau de Paris ont été tenus au cours des premiers mois par une personne incompétente au point de vue comptable, mais que la situation est maintenant normale. Des dépenses de l'ordre de

but the Board of Auditors had no reason to believe that there had been any financial irregularity.

Mr. W. O. HALL (United States of America) asked the Assistant Secretary-General what financial supervision there was over the operational and administrative expenses of the Fund and whether the inspection of the Board of Auditors and the Advisory Committee extended to the regional offices of the Fund.

Mr. PRICE (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services) stated that the supervision of the administrative expenses of the International Children's Emergency Fund was similar to that of all the other expenditures of the Secretariat. He pointed out that inspection of operational expenses was governed by the regulations outlined in resolution 57 (I).

Mr. SUTHERLAND (International Children's Emergency Fund) stated that the budget statement for the financial period ended 31 December 1947 was contained on page 8 of the report of the Secretary-General (A/641). The receiving countries were responsible for the reception, storage and distribution of the products allotted to them. Technical directives in writing were sent from the New York headquarters, and were very closely adhered to. Moreover, observers had been sent to the various countries and were satisfied with the result of their inspection. All the accounts were kept at Lake Success by the Budget Controller.

Mr. W. O. HALL (United States of America) asked what part was played by auditors in that connexion.

Mr. SELLAR (Chairman of the Board of Auditors) stated that the accounts of the Fund were audited both in New York and in Paris, so that one set of figures could be checked against the other. The report submitted to the Committee (A/557) was for the financial period ended 31 December 1947.

The CHAIRMAN proposed the following resolution (A/668) :

« The Fifth Committee recommends the General Assembly to adopt the following resolution :

« *The General Assembly*

« *Accepts the financial report and accounts of the International Children's Emergency Fund for the period ended 31 December 1947 and the certificate of the Board of Auditors;*

4.000 dollars ont été effectuées sans pièces justificatives régulières, mais rien ne permet aux commissaires aux comptes de penser qu'elles aient couvert des opérations irrégulières.

M. W. O. HALL (États-Unis d'Amérique) demande au Secrétaire général adjoint quel est le contrôle financier exercé sur les dépenses d'exécution et sur les dépenses administratives du Fonds international de secours à l'enfance et si le contrôle des commissaires aux comptes et du Comité consultatif s'étend aux bureaux régionaux du Fonds.

M. PRICE (Secrétaire général adjoint chargé des services administratifs et financiers) déclare que le contrôle exercé sur les dépenses administratives du Fonds international de secours à l'enfance est semblable au contrôle qui s'exerce sur toutes les dépenses du Secrétariat. Il signale à cet égard que le contrôle sur les dépenses d'exécution est soumis aux règles prévues dans la résolution 57 (I).

M. SUTHERLAND (Fonds international de secours à l'enfance) précise que l'état des dépenses engagées pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1947 se trouve à la page 6 du rapport du Secrétaire général (A/641). Les pays bénéficiaires sont responsables de la réception, de l'entrepôt et de la répartition des produits qui leur sont alloués. Les directives techniques leur sont envoyées par écrit du siège de New-York et elles sont suivies de façon très précise. D'autre part, des observateurs ont été envoyés dans les différents pays et sont satisfaits du résultat de leur contrôle. L'ensemble des comptes est tenu à Lake Success par le Contrôleur du budget.

M. W. O. HALL (États-Unis d'Amérique) demande quel est le rôle des commissaires aux comptes en ce domaine.

M. SELLAR (Président du comité des commissaires aux comptes) déclare que les comptes du Fonds sont vérifiés à New-York et à Paris, les chiffres pouvant être ainsi respectivement contrôlés. Le rapport soumis à la Commission (A/557) est valable pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1947.

Le PRÉSIDENT propose la résolution suivante (A/668) :

« La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale l'adoption de la résolution suivante :

« *L'Assemblée générale*

« *Accepte le rapport financier et les comptes du Fonds international de secours à l'enfance pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1947, ainsi que l'attestation du Comité des commissaires aux comptes.*



« Takes note of the observations of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions with respect to the report of the Board of Auditors., »

*The resolution was adopted unanimously.*

# 16. Tax equalization. Proposed staff assessment plan : report of the Secretary-General (A/638 and A/598)

Mr. Gross (United States of America) declared that the United States delegation accepted unreservedly the principle of a staff assessment plan. In addition to the advantages which the Advisory Committee on Budgetary and Financial Questions saw in such a plan (A/396), the United States delegation felt that the plan would prevent the establishment of a group of international officials enjoying tax privileges. Under those conditions his delegation accepted in principle the plan submitted by the Secretary-General (A/638), subject to certain amendments affecting paragraphs 1, 9 and 10 of the draft resolution submitted by the Secretary-General.

Mr. Gross felt that the General Assembly should adopt a staff assessment plan at the present session. However, as it was advisable to have details of that plan more closely studied by experts, the United States delegation supported the Advisory Committee's recommendation to refer the matter to a committee of tax experts, and would submit a specific proposal on that subject.

The United States delegation had always been conscious of the fact that there would be discrepancies among members of the staff if some members had to pay tax on their United Nations salary. Furthermore, the endeavour of the United Nations to remove those discrepancies by refunding the money paid in taxes, produced inequalities amongst Member States, all of which were obliged to contribute to a budget which had to bear the additional burden of the refund of taxes. The General Assembly had recognized that, from the administrative point of view, there was no other way of solving the twofold problem of the equality of staff members and of the equality of Member States and, on the basis of the recommendation of the Fifth Committee, had requested the Governments of Member States to exempt from national taxation those of their nationals who were members of the United Nations Secretariat. Moreover, the Convention on the Privileges and

« Prend acte des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires en ce qui concerne le rapport au Comité des commissaires aux comptes. »

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

# 16. Péréquation des impôts. Projet de barème des contributions du personnel : rapport du Secrétaire général (A/638 et A/598)

M. Gross (États-Unis d'Amérique) déclare que la délégation des États-Unis accepte sans réserve le principe d'un barème des contributions du personnel. En plus des avantages que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires voit à un tel projet (A/396), la délégation des États-Unis pense qu'il empêcherait la création d'un groupe de fonctionnaires internationaux privilégiés au point de vue des impôts. Dans ces conditions, sa délégation accepte en principe le plan proposé par le Secrétaire général (A/638), sous réserve toutefois de certaines modifications concernant les paragraphes 1, 9 et 10 du projet de résolution présenté par le Secrétaire général.

M. Gross pense que l'Assemblée générale devrait adopter à la présente session un barème des contributions du personnel. Toutefois, étant donné qu'il conviendrait que les détails de ce plan soient examinés d'une manière plus approfondie par des experts, la délégation des États-Unis appuie la recommandation du Comité consultatif tendant à confier cet examen à un groupe d'experts en matière d'imposition. Elle fera à ce sujet une proposition précise.

La délégation des États-Unis a toujours été consciente du fait qu'il y aura des inégalités parmi les membres du personnel si certains de ceux-ci sont soumis à des impôts sur le revenu qu'ils reçoivent de l'Organisation des Nations Unies. De plus, les tentatives de la part des Nations Unies d'éliminer ces inégalités entre les membres du personnel par le truchement du remboursement des impôts entraînent une inégalité entre les États membres, qui doivent tous verser une contribution à un budget alourdi par les sommes versées pour les remboursements d'impôts. Reconnaissant l'impossibilité qu'il y a, du point de vue administratif, à résoudre autrement le double problème de l'égalité entre les membres du personnel et l'égalité entre les États Membres, l'Assemblée générale, agissant sur la recommandation de la Cinquième Commission, a invité les Gouvernements des États Membres à exempter leurs ressortissants membres du Secrétariat des Nations Unies, de l'impôt national. De

Immunities of the United Nations laid down, in section 18 (b), that United Nations' employees would be exempt from all national taxation<sup>1</sup>.

It was a recognized fact that the refusal by the United States Congress to grant exemption from taxation, as requested, was the main reason for that problem remaining on the Fifth Committee's agenda. He pointed out that only twenty-three Member States had accepted the Convention on Privileges and Immunities and that two of them had expressly reserved their position with regard to section 18 (b). At the present time, therefore, only twenty-one Member States had exempted their nationals from national taxation, and the United States belonged to the majority of Members which had not ratified the Convention.

Explaining the views of the United States Government on the question, Mr. Gross stated that the Senate had approved the Convention, with the reservation that section 18 (b) would not apply to United States nationals. Moreover, the Foreign Affairs Committee of the House of Representatives had approved the Convention without making any reservation regarding section 18 (b). The United States delegation hoped that a decision would be made at the beginning of the next session of Congress, which was due to assemble in January 1949. Although it was probable that Congress would take full account of the injustices caused by the double taxation of United States nationals in the employ of the United Nations, it could also be expected to study very closely the disadvantages of setting up a privileged group of international officials who, although working for the United Nations, would still be rightly entitled to the protection and advantages of their countries of origin. The United States delegation thought that it was a bad principle for any person to be exempt from all civil responsibility with regard to national taxes. In any case, if members of the Secretariat were not subject to national taxation, they should contribute directly to the work of the United Nations as their compatriots, who were not members of the Secretariat, were doing indirectly by paying their national taxes. In the opinion of the United States delegation, that was the principle which lay behind the proposal for the drafting of a staff assessment plan. In that regard, Mr. Gross recalled that the Fifth Committee had amended its resolution

plus, la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies prévoit, dans sa section 18 b, que les employés des Nations Unies seront exempts de tout impôt national<sup>1</sup>.

C'est un fait reconnu que le refus par le Congrès des États-Unis d'accorder l'exemption d'imposition qui lui était demandée est la raison la plus importante du maintien de ce problème à l'ordre du jour de la Cinquième Commission. M. Gross tient cependant à faire observer que vingt-trois États Membres seulement ont accepté la Convention sur les privilèges et immunités, deux d'entre eux réservant leur position de manière expresse quant à la section 18 b. Par conséquent, en ce moment, vingt et un États Membres seulement ont exempté leurs ressortissants de l'impôt national et les États-Unis se trouvent parmi la majorité des Membres qui n'ont pas ratifié la Convention.

Précisant les vues du Gouvernement des États-Unis, M. Gross rappelle que le Sénat a approuvé la Convention sous réserve que la section 18 b ne s'appliquera pas aux ressortissants des États-Unis. Par ailleurs, la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants a approuvé la Convention sans aucune réserve en ce qui concerne la section 18 b. La délégation des États-Unis espère qu'une décision sera prise au début de la prochaine session du Congrès qui doit se réunir en janvier 1949. S'il est vraisemblable que le Congrès tiendra pleinement compte des injustices que créerait une double imposition des ressortissants américains employés par les Nations Unies, on doit s'attendre aussi à ce qu'il examine de très près les inconvénients que pourrait présenter la création d'un groupe privilégié de fonctionnaires internationaux qui, bien qu'au service des Nations Unies, conserveraient à juste titre la protection et les avantages qu'entraîne, dans leur propre pays, leur nationalité. La délégation des États-Unis estime qu'il est fâcheux, en principe, qu'une personne soit exemptée de toute responsabilité civile en ce qui concerne les impôts nationaux. Tout au moins, les membres du personnel du Secrétariat, s'ils ne sont pas soumis aux impôts nationaux, devraient contribuer directement à l'œuvre des Nations Unies ainsi que le font indirectement leurs compatriotes qui, en dehors du Secrétariat, paient les impôts nationaux. De l'avis de la délégation des États-Unis, c'est ce principe même qui est à la base de la proposition tendant à établir un barème des contributions du personnel. M. Gross rappelle à ce sujet que la Cinquième Commission a amendé sa résolution sur le problème des impôts dans le

<sup>1</sup> See Resolutions adopted by the General Assembly during the first part of its first session, resolution 22 (I).

<sup>1</sup> Voir les Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la première partie de sa première session, Résolution 22 (I).

on the taxation problem precisely in order to leave the way open for such a plan. There would therefore be no legal difficulty in adopting it.

He stated his intention of submitting certain amendments to the text of the draft resolution. Those amendments would be tabled in due course, except for those which concerned paragraphs 9 and 10. The United States delegation proposed that those two paragraphs should be combined as follows :

«Members which have not acceded to the Convention on Privileges and Immunities are requested to take the necessary legislative action to do so in a manner which will exempt their nationals employed by the United Nations from national income taxation, or which will in any other manner grant relief from double taxation under this plan to such nationals (A/C. 5/226).»

The aim of that proposal was to allow any Member State to adopt any method it wished to achieve the result desired by the United Nations, namely, immunity from double taxation. Exemption from national income tax was only one method of producing that result. Another method, which some Member States might prefer, was to authorize the deduction of national taxes from Members' contributions to the United Nations. Those were only two different ways of applying the same principle.

With regard to paragraph 11 of the draft resolution, which authorized the Secretary-General to refund to staff members a sum corresponding to the national tax paid by them on their United Nations salaries and allowances for 1949 (A/638), Mr. Gross made a clear statement on his Government's position : he would neither support nor oppose that clause. If that paragraph still remained in the resolution submitted to the General Assembly by the Fifth Committee, the United States delegation would have to abstain. That position was in conformity with the attitude which his delegation had always adopted with regard to that question.

He ended by submitting the following draft resolution to the Fifth Committee (A/C. 5/226) :

«A. The Fifth Committee approves in principle the Staff contribution plan for members of the Secretariat along the lines set forth in the draft resolution included in the Secretary-General's report on Tax Equalization (A/638, annex A).

«B. In accordance with the recommendation of the Advisory Committee on Administrative

but précis de laisser la porte ouverte à un plan de ce genre. Il n'y aura donc aucune difficulté juridique à son adoption.

Il déclare ensuite qu'il se propose de suggérer certaines modifications au texte du projet de résolution. Ces modifications seront énoncées en temps voulu, sauf celles qui concernent les paragraphes 9 et 10. La délégation des États-Unis propose de fondre en un seul ces deux paragraphes, d'où le texte :

«Les États Membres qui n'ont pas adhéré à la Convention sur les privilèges et immunités sont invités à prendre les mesures législatives nécessaires pour cette adhésion, de manière à exonérer de l'impôt national sur le revenu leurs nationaux qui sont au service de l'Organisation des Nations Unies, ou à les exonérer de toute autre façon de la double imposition qui résultera de l'application du présent barème (A/C.5/226).»

Le but de cette proposition est de permettre à un État Membre d'adopter n'importe quelle méthode destinée à atteindre le résultat que vise l'Organisation, à savoir l'exonération de la double imposition. L'exonération de l'impôt national sur le revenu n'est qu'une des méthodes permettant d'atteindre ce résultat. Une autre méthode, que certains États Membres pourraient préférer, consiste à autoriser la déduction des impôts nationaux des sommes versées à l'Organisation des Nations Unies à titre de contribution. Ce ne sont là que deux variantes de l'application d'un même principe.

En ce qui concerne le paragraphe 11 du projet de résolution, autorisant le Secrétaire général à rembourser aux membres du personnel le montant de l'impôt national versé par eux sur les traitements et indemnités qu'ils auront reçus de l'Organisation des Nations Unies pendant l'année 1949 (A/638), M. Gross tient à préciser clairement la position de son Gouvernement : il n'appuiera pas cette clause et ne s'y opposera pas. Si ce paragraphe se trouve encore dans la résolution présentée par la Cinquième Commission à l'Assemblée générale, la délégation des États-Unis devra s'abstenir. Cette attitude est conforme à celle qu'a toujours adoptée cette délégation à propos de cette question.

Enfin, le représentant des États-Unis présente à la Cinquième Commission le projet de résolution suivant (A/C.5/226) :

«A. La Cinquième Commission approuve en principe le barème des contributions du personnel du Secrétariat tel qu'il est exposé dans le projet de résolution figurant dans le rapport du Secrétaire général sur la péréquation des impôts (A/638, annexe A).

«B. Conformément à la recommandation du Comité consultatif pour les questions adminis-

and Budgetary Questions, the Fifth Committee refers the draft resolution together with the appropriate records of the Fifth Committee to a special committee of tax experts drawn from five States to be designated by the Chairman of the Fifth Committee with the request that the special committee examine the technical aspects of the draft resolution together with any draft amendments suggested by members of the Committee, and report to the Fifth Committee at the earliest practicable time."

Mr. MACHADO (Brazil) thought that the present item on the agenda had a twofold aspect.

The first aspect concerned the refunding of tax payments already made by staff members. That question had already been settled the previous year, and the Secretary-General, in his budget estimates for 1949, had included a special entry for repayment until the end of 1948.

The second aspect was the proposal that a plan should be adopted enabling certain Member States to exempt their nationals in the service of the United Nations from double taxation.

Finally, the Secretary-General had undertaken specific engagements towards the Secretariat along those lines.

Mr. GROSS (United States of America) explained that he was not speaking of outstanding obligations but rather of those pertaining to 1949.

Mr. LEBEAU (Belgium) and Mr. HAMMAD (Egypt) pointed out that their respective Governments had acceded without reservation to the Convention on Privileges and Immunities.

In reply to Mr. ROSCHIN (Union of Soviet Socialist Republics), the CHAIRMAN stated that the Secretariat would soon provide an up-to-date list of the countries which had acceded to the Convention on Privileges and Immunities.

Mr. JACKLIN (Union of South Africa), while not wishing to go too deeply into the matter, wanted to know why the taxation scale submitted by the Secretary-General was higher than the national scale of the United States. He pointed out, furthermore, that that system would necessarily entail new expenditure, and he wondered if the scales in question would apply without exception to all staff members.

Mr. PRICE (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services) replied that the scales had been evolved with due regard to the scales in force in several countries. Moreover, if the scheme were applied, it would certainly cost less than the refunding of tax payments by the United Nations. Finally, the scale would apply to all staff members without exception.

tratives et budgétaires, la Cinquième Commission renvoie le projet de résolution, ainsi que les comptes rendus de la Cinquième Commission qui y ont trait, à un Comité spécial d'experts en matière fiscale, lesquels devront appartenir à cinq États Membres qui seront désignés par le Président de la Cinquième Commission. La Commission prie le Comité spécial d'examiner les aspects techniques du projet de résolution, ainsi que tous les projets d'amendement présentés par les membres de la Commission et de lui faire rapport le plus tôt possible."

M. MACHADO (Brésil) pense que ce point de l'ordre du jour présente deux aspects.

Le premier est le remboursement des impôts déjà versés par les membres du personnel. Cette question a déjà été réglée l'année dernière et le Secrétaire général, dans ses prévisions budgétaires pour 1949, a prévu un poste spécial pour le remboursement jusqu'à la fin de 1948.

Le second aspect est la proposition tendant à adopter un plan qui permettrait à certains États Membres d'exonérer de la double imposition leurs nationaux employés par l'Organisation des Nations Unies.

Enfin, le Secrétaire général a pris des engagements précis dans ce sens à l'égard des membres du Secrétariat.

M. GROSS (États-Unis d'Amérique) précise qu'il ne parle nullement des obligations résiduelles mais de celles afférentes à 1949.

M. LEBEAU (Belgique) et M. HAMMAD (Égypte) font observer que leurs Gouvernements respectifs ont adhéré, sans réserve, à la Convention sur les privilèges et immunités.

À la demande de M. ROSCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques), le PRÉSIDENT déclare que le Secrétariat fournira prochainement une liste mise à jour des pays qui ont adhéré à la Convention sur les privilèges et immunités.

M. JACKLIN (Union Sud-Africaine), sans vouloir aller jusqu'au fond du sujet, demande pourquoi le barème d'imposition présenté par le Secrétaire général est supérieur au barème national des États-Unis. Il fait observer d'ailleurs que ce système entraînera nécessairement des dépenses nouvelles et il se demande si les barèmes en question s'appliqueront sans exception à tous les membres du personnel.

M. PRICE (Secrétaire général adjoint chargé des services administratifs et financiers) répond que les barèmes ont été établis en tenant compte de barèmes en vigueur dans plusieurs pays. D'autre part, l'application du plan coûterait certainement moins que le remboursement des impôts par les Nations Unies. Enfin, le plan s'appliquera à tous les membres du personnel sans exception.

Mr. JACKLIN (Union of South Africa) thought that it would have been more logical to adopt the scale in force in the countries of residence of the employees taxed.

Mr. PRICE (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services) expected that all Governments would exempt their nationals from double taxation.

In reply to a question by the Syrian representative, Mr. Price replied that about 98 per cent of tax repayments to United Nations' employees went to United States and Canadian citizens.

Mr. MACHADO (Brazil) remarked that the plan would involve salary increases and therefore a general increase in the contributions of Member States. He favoured referring the question to a committee of experts, as proposed by the United States representative.

Mr. LEBEAU (Belgium) pointed out that the Assembly had not decided to establish tax equalization. It had made no decision and had limited itself to requesting the Secretary-General to draft a plan which might serve as a basis for the general consideration of the problem. The question of principle had still to be settled.

The meeting rose at 5.25 p. m.

## HUNDRED AND TENTH MEETING

*Held at the Palais de Chaillot, Paris,  
on Wednesday, 29 September 1948, at 10.30 a. m.*

*Chairman : Mr. L. Dana WILGESS (Canada).*

### 17. Continuation of the discussion on tax equalization. Proposed staff assessment plan : report of the Secretary - General (A/638 and A/598)

The CHAIRMAN said the continuation of the general discussion on tax equalization should proceed on the basis of the general principles of the scheme set out in document A/638 and of the specific proposals of the United States delegation (A/C. 5/226).

El RIFAÏ Bey (Égypte) said that his delegation did not consider it would be correct to renew for 1949 the authorization to reimburse national income tax paid by the Secretariat which had been granted to the Secretary-General for the years 1946 to 1948. The Secretary-General had deleted from contracts the clause concerning

M. JACKLIN (Union Sud-Africaine) pense qu'il aurait été plus logique d'adopter le barème en vigueur dans le pays où résident les employés ainsi imposés.

M. PRICE (Secrétaire général adjoint chargé des services administratifs et financiers) s'attend à ce que tous les Gouvernements exonèrent leurs nationaux de la double imposition.

En réponse à une question posée par le représentant de la Syrie, M. Price répond qu'environ 98 pour 100 des remboursements d'impôt aux employés de l'Organisation vont à des citoyens américains et canadiens.

M. MACHADO (Brésil) fait observer que le plan entraînera des augmentations de salaires et, par conséquent, une augmentation générale des contributions des États Membres. Il se prononce en faveur du renvoi de la question à un comité d'experts, ainsi que l'a proposé le représentant des États-Unis.

M. LEBEAU (Belgique) fait observer que l'Assemblée n'a pas décidé d'instituer une péréquation des impôts. Elle n'a pris aucune décision, mais s'est bornée à inviter le Secrétaire général à préparer un barème qui servirait de base pour une étude générale du problème. La question de principe reste encore à trancher.

La séance est levée à 17 h. 25.

## CENT-DIXIÈME SÉANCE

*Tenue au Palais de Chaillot, Paris,  
le mercredi 29 septembre 1948, à 10 h. 30.*

*Président : M. L. Dana WILGESS (Canada).*

### 17. Suite de la discussion sur la question de la péréquation des impôts. Projet de barème des contributions du personnel : rapport du Secrétaire général (A/638 et A/598)

Le PRÉSIDENT estime que la suite de la discussion générale sur la péréquation des impôts devrait porter sur les principes généraux du projet exposé dans le document A/638 et sur les propositions particulières de la délégation des États-Unis (A/C. 5/226).

Et RIFAÏ Bey (Égypte) déclare que, de l'avis de sa délégation, il ne conviendrait pas de renouveler l'autorisation de remboursement des impôts nationaux sur le revenu payés par les membres du personnel, autorisation qui a été donnée au Secrétaire général pour les années 1946 à 1948, mais non pour l'année 1949. Le Secré-